



**PRÉFÈTE
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 06/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EDF - CCG Blénod

RN 57 - Cycle Combiné Gaz EDF
BP 115
54700 Blénod-Lès-Pont-À-Mousson

Références : CMA/2024_2640
Code AIOT : 0006200067

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2024 dans l'établissement EDF - CCG Blénod implanté RN 57 - Cycle Combiné Gaz EDF BP 115 54700 Blénod-lès-Pont-à-Mousson. L'inspection a été annoncée le 17/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDF - CCG Blénod
- RN 57 - Cycle Combiné Gaz EDF BP 115 54700 Blénod-lès-Pont-à-Mousson
- Code AIOT : 0006200067
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société EDF exploite à Blénod-les-Pont-a-Mousson des installations de production d'électricité au moyen du procédé cycle combiné gaz (CCG) de 755 MWth, autorisées et réglementées par l'arrêté préfectoral du 02/04/2010 modifié.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Rétention

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 80-3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Disponibilité et étanchéité des rétentions	Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 80-3	Sans objet
3	Produits incompatibles – rétentions non déportées	Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 80-5	Sans objet
4	Bassin de confinement des eaux incendie - caractéristiques	Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 82-2	Sans objet
5	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
6	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée n'a pas montré de non-conformités majeures sur les rétentions et confinement. Une action corrective est néanmoins attendue sur la position d'un GRV sur sa rétention.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dimensionnement des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 80-3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Dimensionnement des rétentions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts sans être inférieure à 800 litres ou à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>Vu par sondage :</p> <ul style="list-style-type: none"> • local 605 (polymère) : présence d'un GRV - grand récipient pour vrac - sur rétention positionné en partie en dehors de la rétention. • local 604 (stockage des réactifs pour le prétraitement de l'eau) : <ul style="list-style-type: none"> ◦ l'acide sulfurique est stocké sur une grande rétention béton dont le volume de rétention semble, par constat visuel, suffisant. ◦ l'hypochlorite de sodium est stocké sur une grande rétention béton dont le volume de

<ul style="list-style-type: none"> ○ rétention semble, par constat visuel, suffisant. ○ le chlorure ferrique est stocké sur une grande rétention béton dont le volume de rétention semble suffisant au regard du constat visuel.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit veiller au positionnement du GRV qui ne doit pas dépasser de sa rétention. Il transmettra une photo à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Disponibilité et étanchéité des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 80-3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Disponibilité et étanchéité des rétentions
Prescription contrôlée : [...] La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. [...]
Constats : Vu par sondage : <ul style="list-style-type: none"> • local 604 (stockage des réactifs pour le prétraitement de l'eau) : <ul style="list-style-type: none"> ○ l'acide sulfurique est stocké sur une rétention béton dont l'aspect est propre, vide et qui ne présente pas de signes de dégradations ni fissures. ○ l'hypochlorite de sodium est stocké sur une rétention béton dont l'aspect est propre, vide et qui ne présente pas de signes de dégradations ni fissures. ○ le chlorure ferrique est stocké sur une rétention béton dont l'aspect est propre, vide et qui ne présente pas de signes de dégradations ni fissures. L'exploitant indique que les trois rétentions du local 604 figurent au plan de maintenance et seront refaites courant 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Produits incompatibles – rétentions non déportées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 80-5
Thème(s) : Actions nationales 2024, Produits incompatibles
Prescription contrôlée : [...] Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. [...]
Constats : Vu par sondage : <ul style="list-style-type: none"> • local 604 (stockage des réactifs de pré-traitement de l'eau) : les rétentions des produits

stockés (acide sulfurique, hypochlorite de sodium et chlorure ferrique) sont toutes séparées et étanches.

- local UGD : les rétentions de la soude et de l'acide sulfurique sont bien séparées, et étanches.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Bassin de confinement des eaux incendie - caractéristiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 82-2

Thème(s) : Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie

Prescription contrôlée :

L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent.

[...]

Une vanne (asservie à une détection incendie ou manipulée par l'exploitant) ou un système équivalent devra être mis en œuvre, afin de se prémunir contre tout rejet des eaux résiduaires vers l'extérieur.

Les organes de commandes nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

Constats :

L'inspection a constaté la présence du bassin de confinement des eaux d'extinction. Celui-ci sert également de bassin d'orage ; il dispose d'une pompe permettant d'assurer l'évacuation des eaux et de garantir que le volume nécessaire en cas d'incendie, pour recueillir les eaux d'extinction, soit bien présent.

L'obturation se fait de manière automatique ; elle peut également être déclenchée depuis la salle de commandes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Thème(s) : Actions nationales 2024, Etat des matières stockées

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le Code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

Constats :

Demandé par sondage, la quantité d'acide sulfurique :

- 2 m³ pour le pré-traitement et
- 5 m³ pour la déminéralisation

Ces données extraites de l'état des stocks le jour de la visite sont cohérentes avec les constats visuels faits le même jour.

L'exploitant a transmis par mail du 10/12/2024, la fiche locale d'utilisation de l'acide sulfurique reprenant les éléments de la fiche de données de sécurité du produit.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Actions nationales 2024, Consignes de sécurité

Prescription contrôlée :

[...]

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

[...]

- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ;

- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;

[...]

Constats :

L'exploitant dispose d'une fiche réflexe en cas de pollution.

Type de suites proposées : Sans suite